

RÉFLEXION SUR LA CAMPAGNE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

du Conseil exécutif de la SOGÉÉCOM

Suite aux plus récentes attaques du gouvernement à l'accessibilité et à la qualité des services publics, plusieurs groupes se mobilisent. Il est plus que jamais nécessaire d'élaborer une stratégie nationale pour la campagne actuelle. Celle-ci fait grandement défaut et nous espérons contribuer à son élaboration à travers ce texte. Printemps 2015 a récemment publié sa proposition de campagne, le présent texte vise à préciser certains points amenés et à élargir les réflexions liées aux directions à prendre quant à la mobilisation qui sera effectuée pendant les prochains mois. Nous sommes en partie d'accord avec le contenu de la proposition et nous pensons que les votes de grève de solidarité devraient être priorités par la plupart des associations.

1. DE LA COMBATIVITÉ DES SYNDICATS

Un des accomplissements souhaitables des mobilisations à prévoir dans les prochains mois est de voir le mouvement syndical opérer une rupture avec le concertationnisme et le syndicalisme d'affaires qui le caractérisent, dans une large mesure, depuis les dernières décennies. Déjà, certains signes de la part des syndiqué-e-s laissent croire à un discours et à des actions plus combatives que de coutume ainsi qu'à des revendications de nature politique qui s'éloignent un peu du corporatisme et qui s'inscrivent dans un critique large. Maintenant, ce qu'il reste à déterminer, c'est l'apport que peut avoir le mouvement étudiant à la nécessaire rupture du partenariat entre les syndicats et l'État. D'abord, nous pouvons regarder ce que nous avons déjà accompli. Avant que nous le fassions à partir de la fin 2012, presque personne ne parlait d'austérité au Québec. Bien que le pari semblait risqué, mettre de l'avant un tel terme fourre-tout, à peine prononcé en Amérique du Nord, a permis de donner un nom à l'ensemble disparate de mesures antisociales des gouvernements néolibéraux, de leur donner une cohérence politique et d'en dénoncer l'idéologie. Cela nous permet également de nous solidariser avec les luttes qui ont cours à travers le monde. Aujourd'hui, cette analyse est largement reprise par les syndicats et le Front commun. Pour ce qui est des revendications, les alternatives fiscales mises de l'avant par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics et l'ASSÉ ont également fait leur bout de chemin. Si nous sommes parvenu-e-s à influencer le discours, le plus crucial pour le mouvement anti-austérité reste à venir : la combativité. Pour nous qui sommes familiarisé-e-s avec le syndicalisme de combat au sein de l'ASSÉ, les lacunes démocratiques du fonctionnement des syndicats semblent évidentes, particulièrement au niveau des grandes centrales.

C'est en ce sens qu'il est primordial de créer des ponts avec les syndiqué-e-s sur le terrain et de vivre une pratique combative commune. Dans plusieurs cégeps, le 27 novembre était un avant-goût intéressant alors que plusieurs enseignantes et enseignants ont tenu des lignes de piquetage matinales conjointement avec des étudiantes et des étudiants. C'est dans la pratique que des ponts s'établissent et ce genre d'actions devra se multiplier. Les comités de mobilisation de campus, ouverts aux étudiantes et étudiants ainsi qu'aux salarié-e-s, sont à privilégier pour organiser ce genre d'actions. Si certaines personnes ont signifié leurs craintes d'être à la remorque des syndicats au cours de la lutte à venir, nous pensons que plutôt que de les voir comme un obstacle, nous devrions percevoir les lacunes comme un défi à relever qui vise à partager notre expérience combative et à créer un mouvement d'envergure. En effet, une attaque antisociale aussi large que celle que nous vivons nécessite une mobilisation large qui ne se limite pas au mouvement étudiant. À ce propos, la Coalition main rouge nous apparaît comme un acteur important en réunissant des groupes de divers horizons. Nous reviendrons sur ce point. En bref, nous avons pris une large part dans l'adoption d'un discours critique contre l'austérité et de revendications autour de la fiscalité, nous devons également tenter, malgré toutes les limites imposées par des années de pratiques syndicales concertationnistes, de propager une posture combative et démocratique. Les associations étudiantes peuvent devenir un élément clef dans l'établissement du rapport de force des syndicats avec l'État, particulièrement quand viendra le temps des lois spéciales, de l'épuisement de leurs fonds de grève et des ententes de principe à rabais. Pour que tout cela devienne une réalité, beaucoup de mobilisation est à faire sur les campus afin de diffuser les enjeux et de stimuler la solidarité. La lutte des syndiqué-e-s concerne l'ensemble de la société et faire reculer les mesures d'austérité se fera grâce à un mouvement large ou ne se fera pas.

Nous ne sommes pas naïves et naïfs. Une telle rupture demande des efforts considérables et ne peut venir seulement de l'influence du mouvement étudiant. Par contre, le contexte actuel de négociations crée d'emblée un climat de confrontation et est propice à discréditer l'idée de « dialogue social ».

2. GRÈVE DE SOLIDARITÉ

Le principal volet du plan d'action est le suivant : le vote de grèves de solidarité parmi la plupart des associations étudiantes. Cette grève de solidarité repose sur 2 points :

1. Si un syndicat local (professeur-e-s, employé-e-s de soutien, professionnel-le-s ou chargé-e-s de cours) vote une grève, l'association étudiante entre en grève également.

2. En cas de retour au travail forcé des salarié-e-s, l'association étudiante maintient la grève.

À cela s'ajouterait un vote de grève pour le 2 avril, manifestation nationale de l'ASSÉ, et possiblement le 1^{er} mai, journée internationale des travailleuses et des travailleurs.

Nous considérons qu'il s'agit de la meilleure stratégie pour la session hivernale 2015. Loin d'être défaitistes, nous pensons que développer la combativité parmi les salarié-e-s de la fonction publique et parapublique peut prendre du temps et qu'établir un front commun de grève pourrait ne pas être réalisable dans un si bref délai. Par contre, prendre un mandat de solidarité nous permet d'être prêtes et prêts si un mouvement de grève est entamé par les salarié-e-s, et d'être tout de même actives et actifs sur nos campus si ce n'est pas le cas. La mobilisation étudiante pourrait être en partie dédiée aux droits syndicaux et à la solidarité syndicale. En ce sens, le fait de prendre un mandat explicitement sur les lois spéciales permet d'informer et de préparer les étudiantes et les étudiants aux mesures antisyndicales à venir. De plus, il peut encourager les syndicats locaux à être plus combatifs, étant donné le maintien de la grève en cas de retour au travail forcé et le nombre plus grand de personnes en grève.

En cas de grève, ce mandat engage les membres de l'association étudiante à ne pas briser les lignes de piquetage des autres salarié-e-s et à les tenir avec elles et eux. Cela pose une base de solidarité sur les campus de façon plus formelle et peut ouvrir la porte à d'autres formes de solidarité. Ainsi, le quotidien de la grève est vécu ensemble et le travail militant peut être partagé (lignes de piquetage, conseils de grève, ateliers de formation, etc.)

Ce mandat pourrait être adopté en mars par la plupart des associations étudiantes du Québec. Cette conjoncture pourrait créer un momentum, étant donné la possibilité de grève légale des syndicats à partir du 1^{er} avril, le vote de grève des associations plus confiantes les jours précédents et le dépôt du budget provincial en fin mars. Il faudra donc un calendrier préparé par l'exécutif de l'ASSÉ composé des dates de votes et de déclenchements de grèves étudiantes et syndicales. Les conseils centraux seront également utiles pour faire le point sur les situations locales, étant donné qu'ils ont lieu plus souvent que les Congrès.

3. PRÉCISIONS SUR LA PROPOSITION DE GRÈVE À LA FIN MARS

Comme nous l'avons mentionné, nous sommes en grande partie d'accord avec la proposition mise de l'avant par le Comité printemps 2015. Nous aimerions cependant éclaircir quelques détails. D'abord,

pour les associations confiantes, le déclenchement de grève se ferait un samedi? Nonobstant la symbolique liée à l'équinoxe du printemps (qui est d'ailleurs le 20 cette année...), nous pensons qu'il est plus à propos de situer le déclenchement le lundi 23 mars. D'autre part, il nous aura fallu quelques relectures de la proposition sur le plancher de grève pour en saisir l'essence (si nous l'avons bien comprise...). Elle se lit comme suit :

Qu'advenant le cas où 30 000 personnes réparties sur au moins 3 campus aient adoptées un mandat similaire avant cette date, que l'on convoque dans les plus brefs délais une assemblée générale de déclenchement.

Nous en avons compris qu'il s'agissait d'un plancher visant à déclencher la grève avant le 21 mars si suffisamment de gens avaient le mandat de déclencher le 21 mars. Nous avons quelques doutes par rapport à cette stratégie. D'abord, déclencher une semaine avant le début de la possibilité d'entrée en grève de certains syndicats nous apparaît comme une bonne idée pour que les associations plus mobilisées démarrent le mouvement et que celles qui ont adopté des mandats de solidarité puissent suivre peu de temps après, dans le cas où les syndicats des cégeps ou universités déclenchent la grève. Déclencher trop vite, même avec 30 000 personnes en grève, pourrait mener à un épuisement prématuré du mouvement.

L'idée de tenir un Congrès spécial le 4 et 5 avril nous semble une bonne idée afin de réajuster le tir si jamais les syndicats ne sont pas en grève et que les associations étudiantes se retrouvent isolées dans leurs débrayages. Nous pensons qu'il est important d'être capable de constater qu'un repli soit nécessaire si la mobilisation n'est visiblement pas à la hauteur. Loin d'être défaitistes, nous pensons qu'une grève dans le cadre du dépôt du budget et de la manifestation du 2 avril aura alors été un point culminant du printemps qui donnera le ton pour la suite. Évidemment, si la grève de certaines associations s'inscrit dans le cadre de revendications locales (comme l'opposition aux compressions draconiennes qui se multiplient, comme à l'UQAM) il peut demeurer pertinent de maintenir un rapport de force avec une grève locale.

4. REVENDICATIONS FISCALES

Dans le même esprit d'un syndicalisme combatif et non corporatiste, la désolidarisation est un danger à éviter. Ainsi, il est probable que les offres du gouvernement libéral soient faites dans le but de

fragmenter le mouvement de contestation contre l'austérité et que les syndicats en viennent à se satisfaire de gains sectoriels compensés, d'autre part, par des pertes dans d'autres secteurs. C'est pourquoi, des revendications communes sur les revenus étatiques sont un bon moyen de sortir du cadre budgétaire austère imposé, limitant à une gestion de coupures. En effet, les gouvernements provinciaux, qu'ils soient libéral ou péquiste, ont justifié les mesures d'austérité par un manque de revenus étatiques et une nécessité d'atteindre le déficit zéro. Ce dernier prétexte a été endossé par certaines centrales syndicales et continue d'être repris par ses directions dans les médias. Il est donc pertinent de déconstruire ce discours et l'idéologie néolibérale qui le sous-tend. En ce sens, une partie de l'argumentaire 2013-2014 était dédiée aux alternatives à l'austérité. Cette année, la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics a centré sa campagne « 10 milliards de solutions » sur des mesures progressistes alternatives. Pour continuer sur cette voie, nous proposons de centrer nos revendications sur des mesures fiscales qui devraient être priorisées par les organisations syndicales et communautaires.

La proposition de revendication que nous comptons amener en assemblée générale s'inspire du texte de réflexion suivant : <http://www.pressegauche.org/spip.php?article17465>. La voici :

Que, dans le cadre de la lutte contre l'austérité, l'on priorise la revendication des mesures fiscales suivantes : la réinstauration d'une taxe sur le capital pour les institutions financières, l'abolition du crédit d'impôt sur les gains en capital et l'augmentation du nombre de paliers d'imposition.

Que l'on revendique le réinvestissement complet des revenus engendrés par ces mesures dans les services publics et dans les subventions aux organismes communautaires.

En concentrant notre mobilisation sur ces mesures fiscales, cela permettrait aux organisations syndicales, étudiantes et communautaires de se rallier derrière un objectif commun. Ce sont des revendications qui sont déjà adoptées par plusieurs organisations et qui ont l'avantage de mettre de l'avant les problématiques d'accaparement des richesses par une classe sociale. Pour les syndicats, ces mesures sont des revendications offensives et politiques, car elles sortent des questions spécifiques aux milieux et aux conditions de travail.

5. EXÉCUTIF, DIFFUSION D'INFORMATION ET COALITION OPPOSÉE À LA TARIFICATION ET À LA PRIVATISATION DES SERVICES PUBLICS

Nous avons remarqué lors de la session dernière que peu d'informations nous parvenaient de l'exécutif de l'ASSÉ quant à la situation nationale. Pour que nous puissions nous positionner sur les questions de plan d'action, il est primordial d'être au courant de la situation globale, l'état de la mobilisation dans le mouvement étudiant et dans les syndicats, en particulier quand des possibilités de grève générale se discutent. Cela dit, il relève également des associations locales de faire des tournées d'appels pour s'informer auprès des autres associations. Malgré cela, il nous reste impossible d'avoir une vision d'ensemble autant que notre exécutif le peut.

Rôle de la Coalition

La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, en réunissant des groupes syndicaux, communautaires, étudiants et liés à diverses luttes sociales, nous semble être une plateforme pertinente pour établir des ponts au niveau national et tenter de stimuler la combativité du mouvement contre l'austérité. Bien qu'il semblerait que l'objectif des comités printemps 2015 était de rallier des syndiqué-e-s non-étudiantes et non-étudiants à l'organisation d'une lutte, cette voie ne semble pas avoir fonctionné outre-mesure. De plus, elle ne dépasse pas le cadre des solidarités locales, bien que celles-ci seront indispensables dans la campagne à venir. La Coalition a déjà démontré sa capacité à mobiliser pour des actions et manifestations, comme celle du 31 octobre, ainsi que sa combativité et l'ASSÉ y est certainement pour quelque chose. Plusieurs syndicats locaux en sont également membres, ce qui nous permet de s'informer des situations locales et de rejoindre davantage les gens sur le terrain. Malheureusement, il semblerait que les syndicats locaux n'y participent pas beaucoup, l'ASSÉ pourrait travailler à ce qu'ils soient davantage présents.

Rapports hebdomadaires

Afin de ne pas en rester à simplement à une critique, nous voudrions proposer que l'exécutif produise des rapports hebdomadaires, diffusés sur ASSÉ-support, sur l'évolution de la situation syndicale (par exemple, les mandats de grève votés ou les positionnements par rapport à l'austérité) et de nos rapports avec les organisations syndicales (à travers la Coalition ou ailleurs). Les enjeux et le processus des négociations entre les syndicats et l'État est complexe et notre association nationale devrait être en mesure de nous tenir au courant des développements. Le meilleur exemple des problématiques qu'entraîne un manque d'information est la fameuse question de la date où la grève sera légalement

possible pour les syndiqué-e-s qui a mené à beaucoup de spéculation. Dans une perspective de la possibilité d'un mouvement large contre l'austérité, ces informations sont essentielles. Les offres gouvernementales et les réactions des syndicats devraient également être rapportées. Encore une fois, même si les associations locales sont en mesure d'aller chercher ces informations sur les internets, un travail de synthèse et de perspective liée au mouvement étudiant doit être effectué et partagé. L'impression d'être dans l'inconnu sur le plan national, pour ceux et celles qui souhaitent bâtir le mouvement contre l'austérité, cause beaucoup d'incertitudes et peut devenir démobilisant.